

## Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 28 mai 2019

Séance n° 2019\_05



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le 28 mai deux mille dix-neuf, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

### ORDRE DU JOUR :

---

- Signature PV de transfert CCLNG / Commune de St Christoly de Blaye
- Convention d'occupation du local Tennis par l'USNG
- Convention d'occupation du bâtiment ALSH par l'école de musique des Hauts de Gironde
- Convention d'occupation du bâtiment ALSH par l'Harmonie des Hauts de Gironde
- Cession du Citroën Jumpy



Présents : (14) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Bruno LESCENE, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (5) Mmes Odette ANCELOT, Valérie BERLEMONT, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, M. Eric GOUDONNET (ayant donné pouvoir à Mme PICQ).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte rendu du conseil municipal du 30 avril 2019, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.

A la question posée à M. MOULIN par Mme BAUDE lors du dernier CM concernant la compétence jeunesse exercée par LNG et pour laquelle, M. MOULIN avait répondu ne pas savoir, ce dernier précise sa pensée et indique qu'il trouve anormal que la commune soit amenée à participer financièrement à l'acquisition du city stade considérant que la compétence est exercée par la Communauté de Communes de Blaye.



### **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

#### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

<b>Numéro de décision</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<b>ARRETES</b>		
2019-040	30/04/2019	Arrêté réglementant le stationnement sur un espace délimité à proximité d'un compteur électrique sur le site des lacs du Moulin Blanc
2019-041	26/04/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0002 portant sur la construction d'une maison individuelle
2019-042	10/05/2019	Arrêté constatant un péril imminent lieu-dit les Chaumes
2019-043	09/05/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0006 portant sur l'édification d'une clôture
2019-044	09/05/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0011 portant sur la construction d'un mur de clôture
2019-045	15/05/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0013 portant sur une division cadastrale
2019-046	17/05/2019	Arrêté réglementant l'occupation du domaine public sur une terrasse extérieure du bar restaurant Le Bacchus
2019-047	21/05/2019	Arrêté autorisant l'installation d'une zone de chantier pour des travaux de raccordement des eaux pluviales
2019-048	23/05/2019	Arrêté de retrait du PC 033 382 18 J0001 portant sur une extension
2019-049	24/05/2019	Arrêté portant délivrance d'un permis de détention d'un chien catégorisé
<b>DECISIONS</b>		
	03/05/2019	Signature d'un devis de la société GRIMEE pour des travaux de mise en place de robinets au cimetière (3 150,00€)
	03/05/2019	Signature d'un devis de la société RULLIER pour la fourniture d'un tracteur-tondeuse (21 840,00€)
	03/05/2019	Signature d'un devis de la société BOUE pour la fourniture d'un broyeur (4 356,00€)
	07/05/2019	Signature d'un devis de la société SERI pour la fourniture de panneaux de signalisations (2 829,52€)
	07/05/2019	Signature d'un devis de la société Terres de sports pour l'entretien des terrains de tennis pendant deux ans (1 713,26€)
	07/05/2019	Signature d'un devis de Matériaux Clôtures pour la mise en place d'une clôture autour de la bâche incendie (3 915,15€)
	13/05/2019	Signature d'un devis de Haute Gironde pour la parution de l'appel d'offres pour les travaux de voirie 2019 (203,88€)
	14/05/2019	Signature d'un devis des meubles Berthé pour la fourniture de

		mobiliers mairie (4 206,94€)
	15/05/2019	Signature d'un devis de la société Ouestotel pour la fourniture de matériels de cuisine (238,56€)
	17/05/2019	Signature d'un devis de la société Drakkar pour la surveillance de la fête locale (771,07€)
	20/05/2019	Signature d'un devis de la YESSS pour la fourniture de blocs d'évacuation (424,60€)
	22/05/2019	Signature de devis d'Arko productions pour la création d'un site internet du Vox, la gestion du site ainsi qu'un reportage photos (2 660,00€)



**Délibération n° 20192805-01– DELIBERATION AUTORISANT LE MAIRE À SIGNER LE PROCES-VERBAL DE TRANSFERT DE BIENS ET D'EQUIPEMENTS/MOBILIERS ENTRE LA CCLNG ETLA COMMUNE DE ST CHRISTOLY DE BLAYE**

*Discussion : M. MOULIN espère que le bâtiment de l'ALSH servira aux enfants de la commune. M. CADUSSEAU indique que tout le Conseil Municipal est d'accord sur ce point. Mme Le Maire précise qu'une enquête sera effectuée auprès des familles et qu'il est de l'intérêt de tous d'y répondre. M. MOULIN prétend que cette enquête et la durée d'analyse serviront à enterrer l'idée de conserver vocation à ce bâtiment. Mme BAUDE interroge M. MOULIN sur ses connaissances à ce jour du nombre d'enfants susceptible d'être accueillis et des besoins des communes voisines. De mémoire, Mme Le Maire avance le chiffre de 40 enfants. Mme Le Maire ajoute qu'il s'agit d'argent public et que cette enquête est nécessaire considérant que ce bâtiment n'est pas adapté pour les plus petits et que dans l'optique d'accueillir cette tranche d'âge, des travaux d'adaptation seraient nécessaires.*

*M. MOULIN rétorque que l'argent public ne doit pas uniquement servir à l'édification d'un office de tourisme géant, selon ses termes. Il ne faut pas que l'on soit sacrifiés et que la CCB nous oppose la ville centre avec tous ses services et rien pour les communes rattachées. Mme Le Maire dit qu'elle est là pour défendre les intérêts de la commune et qu'elle s'y emploiera avec vigueur.*

*M. BERLINGER regrette que LNG ait quitté les lieux sans rien dire et dit que cela aurait pu être fait de façon plus intelligente. Il ajoute que plus ça va, plus il a le sentiment qu'un mur se construit entre St Christoly de Blaye et St Savin. Mme BELLUE suggère que les parents d'élèves pourraient être sollicités pour l'enquête.*

*Mme Le Maire rappelle que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la CCB n'a pas pu traiter la question de l'ALSH de St Christoly de Blaye considérant tous les aléas liés au différent qui opposait la Commune à LNG. Mme Le Maire précise que la CCB n'a jamais exercé de pression pour que LNG quitte le bâtiment et que cette dernière aurait pu y rester jusqu'à la fin de l'année.*

Vu l'arrêté du Préfet de Gironde du 24 novembre 2016 portant extension du périmètre de la communauté de communes de Blaye, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, retirant à la CCLNG cinq communes (Générac, Saint-Christoly-de-Blaye, Saint-Girons-d'Aiguevives, Saint-Vivien-de-Blaye et Saugon).

Vu l'arrêté du Préfet de Gironde du 5 juin 2018 procédant, conformément à l'article L.5211-25-1-2° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à la répartition des biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au retrait de la commune de Saint-Christoly-de-Blaye, celui-ci s'effectuant dans les mêmes conditions juridiques que celles ayant cours dans le cadre d'un transfert de compétence.

Vu l'article L.5211-25-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « en cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale, les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont

restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases ».

Vu l'article L.5211-5 III du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°20192703-14 du conseil municipal en date du 27 mars 2019 approuvant le transfert des emprunts relatifs à l'ALSH et à la base de loisirs des lacs du Moulin Blanc ;

Considérant le transfert de propriété du bâtiment de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement ;

Madame Le Maire expose à l'assemblée qu'il convient de signer un procès-verbal de transfert de biens et d'équipements/mobiliers relatif au bâtiment ALSH considérant que les biens relatifs à la base de loisirs du Moulin Blanc ont déjà fait l'objet d'un transfert.

Après débat, il sera proposé au conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal de transfert de biens et d'équipements/mobiliers,
- D'autoriser Madame Le Maire à signer les actes et documents de transfert des équipements de la CCLNG en application de l'arrêté du Préfet de la Gironde du 05 juin 2018,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- Approuve le procès-verbal de transfert de biens et d'équipements/mobiliers,
- Autorise Madame Le Maire à signer les actes et documents de transfert des équipements de la CCLNG en application de l'arrêté du Préfet de la Gironde du 05 juin 2018,

VOTE :            Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20192805-02 – USNG Tennis – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

*Discussion : M. MOULIN demande pourquoi le nom du Président apparaît dans le corps de la convention. Il est répondu que le Président représente l'association et qu'à ce titre, son nom doit être cité. Mme BAUDE rajoute que si le Président venait à changer, un avenant à la convention serait rédigé. Mme Le Maire signale que la délibération proposée au vote lui permet de signer la convention.*

*M. MOULIN demande que le terme facteur soit retiré de la convention. Ce terme sera remplacé par le mot agents. M. MOULIN demande qui paiera le réfrigérateur si ce dernier venait à ne plus fonctionner. Il est propriété de la commune et sera remplacé par cette dernière répond Mme Le Maire comme ce serait le cas à la salle Courade pour n'importe quelle association. Dans le cas d'une dégradation, l'association serait tenue de saisir son assurance. M. MOULIN soulève un risque de gel l'hiver s'il est noté dans la convention d'éteindre le chauffage. Des programmeurs seront installés mais quoiqu'il en soit, la convention sera modifiée et il sera écrit de ne pas toucher au chauffage.*

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de régulariser l'occupation du club house du tennis par l'USNG Tennis au moyen d'un conventionnement d'occupation de locaux communaux.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 28 mai 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- d'autoriser Mme Le Maire à signer la convention de mise à disposition dudit local entre la commune et l'USNG Tennis, ainsi que tous les actes nécessaires
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition du local tennis, au profit de l'USNG Tennis, telle que présentée par Mme Le Maire
- dit que cette convention sera conclue pour une durée d'un an renouvelable

- dit que cette mise à disposition est conclue à titre gracieux.

VOTE                    Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192805-03 – Ecole de musique des Hauts de Gironde – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

*Discussion : M. MOULIN demande pourquoi la date du 31 décembre 2019 est notée dans la convention. Mme Le Maire répond qu'en juillet, le bâtiment sera transféré à la CCB et qu'en conséquence, celle-ci prendra la succession en ce qui concerne l'occupation des locaux par les associations. M. MOULIN demande que la capacité du bâtiment soit ajoutée. Madame le Maire répond que cela est prévu mais doit être vérifié.*

Vu la délibération n°20192805-01 du 28 mai 2019 relative au procès-verbal de transfert de bien et d'équipements/mobiliers et plus précisément le bâtiment d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement,

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de signer une convention d'occupation du bâtiment Accueil de Loisirs Sans Hébergement par l'école de musique des Hauts de Gironde.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 28 mai 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- d'autoriser Mme Le Maire à signer la convention de mise à disposition dudit local entre la commune et l'école de musique des Hauts de Gironde, ainsi que tous les actes nécessaires,
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition du bâtiment Accueil de Loisirs Sans Hébergement, au profit de l'école de musique des Hauts de Gironde, telle que présentée par Mme Le Maire,
- dit que cette convention sera conclue jusqu'au 31 décembre 2019,
- dit que cette mise à disposition est conclue à titre gracieux.

VOTE                    Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20192805-04 – Harmonie des Hauts de Gironde – Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux**

Vu la délibération n°20192805-01 du 28 mai 2019 relative au procès-verbal de transfert de bien et d'équipements/mobiliers et plus précisément le bâtiment d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement,

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de signer une convention d'occupation du bâtiment Accueil de Loisirs Sans Hébergement par l'Harmonie des Hauts de Gironde.

Vu l'avis de la commission finances/personnel réunie le 28 mai 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- d'autoriser Mme Le Maire à signer la convention de mise à disposition dudit local entre la commune et l'Harmonie des Hauts de Gironde, ainsi que tous les actes nécessaires,
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition du bâtiment Accueil de Loisirs Sans Hébergement, au profit de l'Harmonie des Hauts de Gironde, telle que présentée par Mme Le Maire,
- dit que cette convention sera conclue jusqu'au 31 décembre 2019,

- dit que cette mise à disposition est conclue à titre gracieux.

VOTE                    Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 0



### **Délibération n° 20192805-05– CESSION DU CITROEN JUMPY**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Propriété et des Personnes Publiques et notamment son article L.2211-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1 relatif à la vente de véhicules communaux ;

Considérant que le véhicule Citroën Jumpy n'a plus d'utilité dans le parc automobile de la commune de St Christoly de Blaye ;

La Société AROUPLET située 813 route de Bordeaux, 47 200 Marmande, souhaite faire l'acquisition de ce véhicule en l'état.

Mme Le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, la vente de ce véhicule immatriculé AN-185-SW (date de 1<sup>ère</sup> mise en circulation : 01/07/2003) d'un kilométrage de 200 675 km, au prix de 1 000,00€ net.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accepte la vente du bien communal pour un montant de 1 000,00€ ;
- autorise Mme Le Maire à procéder à la cession du véhicule Citroën Jumpy immatriculé AN-185-SW (date de 1<sup>ère</sup> mise en circulation : 01/07/2003) d'un kilométrage de 200 675 km, au prix de 1 000,00€ net ;
- autorise Mme Le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à la cession de ce véhicule ;
- dit que la recette sera inscrite au budget communal ;
- dit que ce bien sera sorti de l'inventaire ;
- dit que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

VOTE :                    Pour : 15            Contre : 0            Abstention : 0



### **QUESTIONS DIVERSES**

- L'après-midi du vendredi 07 juin aura lieu un ramassage de déchets. Le rendez-vous est fixé à 14h à l'école et la présence d'adultes est nécessaire pour encadrer et accompagner les enfants. Mme BILLIER, MM. GRIMEE et LESCENE se portent volontaires pour se joindre aux enseignants et à Mmes BAUDE et VIRUMBRALES.
- Le secrétariat de Mairie sera fermé au public le vendredi 31/05/2019.
- Mme BILLIER demande si un membre du Conseil Municipal connaît une personne à la recherche d'un logement social. M. MOULIN propose quelqu'un. Mme BILLIER lui demande de lui communiquer ses coordonnées afin qu'elle le contacte.

- M. MOULIN demande des informations sur les moteurs des cloches de l'église. Mme Le Maire lui propose de contacter l'architecte en charge des travaux. Une explication est donnée à M. MOULIN mais devant l'insistance de ce dernier à obtenir des informations techniques, les coordonnées de la société BODET lui seront communiquées.
- M. MOULIN revient également sur la commission électorale et formule des remarques sur les documents présentés justifiant la domiciliation des inscrits. Ce n'était pas toujours la bonne pièce qui était jointe au dossier (ex : une facture de téléphone portable au lieu d'un téléphone fixe).
- M. MOULIN relate ses échanges avec les services préfectoraux au sujet de sa licence IV et des justificatifs qu'il a dû produire. Il reproche à Mme Le Maire de ne pas avoir justifié que le commerçant précédent vendait bien de l'alcool. Mme Le Maire répond qu'elle n'a jamais eu l'occasion de le constater et explique qu'il faut pouvoir prouver les mouvements d'alcool d'un commerce doté d'une licence IV afin que cette dernière continue d'être exploitable. Elle précise également qu'une interruption de plus de 5 ans de l'exploitation la rend illégale. Mme Le Maire précise qu'elle n'est pas à l'origine de ces demandes de justifications et que, ni la préfecture ni la mairie n'a failli à ses obligations mais qu'en revanche, lors d'une plainte c'est à elle que la préfecture demande des comptes et notamment au sujet de la déclaration d'ERP du pub qui, à ce jour, n'est pas faite. Mme Le Maire rappelle à M. MOULIN que c'est une obligation légale et qu'elle lui demande officiellement de faire le nécessaire au même titre que l'accès PMR. Là encore, M. Moulin est saisi sur cette question par un tiers mais en effet, tous les établissements recevant du public qu'ils soient publics ou privés sont soumis à l'obligation de conformité. Un dossier doit être déposé mais Mme le Maire indique que des dérogations peuvent être accordées selon le coût des travaux par rapport au chiffre d'affaire du commerce ou d'une impossibilité technique selon la configuration des lieux.  
M. MOULIN demande l'installation d'une terrasse pour le pub. M. DEBET dit que c'est techniquement impossible. M. MOULIN propose de l'installer devant chez M. BOUNY. M. CADUSSEAU intervient et dit que les exploitants du pub auraient peut-être dû réaliser une étude préalablement à leur installation afin d'estimer le potentiel client. M. MOULIN prétend que les gens ivres sortant du bar restaurant et qui se rendent au pub causent des problèmes. Mme Le Maire coupe court à ces discussions et informe qu'il s'agit de domaines privés et d'histoires entre commerçants. M. LESCENE apostrophe M. MOULIN et lui rétorque qu'il parle avec insistance de ce sujet car il est propriétaire du local loué et a un intérêt dans ce dossier.
- M. CADUSSEAU fait une remarque sur les vitres de la salle des mariages qui sont sales. Mme BAUDE répond que les vitres sont faites 2 fois par an par un prestataire extérieur et que ce dernier doit intervenir prochainement. Mme Le Maire précise que les travaux de l'église ne sont pas étrangers au fait que les vitres soient sales.
- M. CADUSSEAU demande si la distribution des ardoises est toujours d'actualité. Mme Le Maire répond que les ardoises sont à disposition et qu'il convient d'organiser une autre journée de distribution.
- M. LESCENE revient sur la présentation de la machine pour laver les sols du restaurant scolaire et de la cuisine. C'est, selon M. LESCENE, un bon rapport qualité/prix mais que, dans le cas d'une acquisition, ce matériel devra être utilisé ailleurs. M. MOULIN intervient en disant que la machine pour laver les sols de la salle Courade n'est pas très efficace. M. LESCENE répond qu'elle fonctionne très bien mais qu'il faut savoir s'en servir, mettre le produit adapté et la bonne quantité. M. LESCENE ajoute qu'il a dernièrement changé les lamelles qui étaient usées.

- Dates prochaines commissions :  
Commission fêtes et cérémonies : 06/06/2019 à 20h  
Commission finances : 25/06/2019 à 19h
- Date prochain Conseil Municipal : 02/07/2019 à 20h30

La séance est levée à 21h55

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2019_05 du 28 mai 2019	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	
Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	
M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	
Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	Absente
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	Excusée
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	



M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	
Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme PICQ</i>
M. <b>LESCENE</b> Bruno, Conseiller Municipal	
M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	